



Le porte-parole de la commission épiscopale de médiation (CEM), Monseigneur Patrick Aris, a indiqué que l'Eglise catholique est dans l'attente de la "synthèse" des consultations politiques qui ont pris fin au Palais national, le lundi 24 novembre dernier. Entretemps, l'Eglise s'interroge sur le contenu de la déclaration que le chef de l'Etat aura à faire sous peu.

"L'adresse à la nation que le chef de l'Etat fera dans les jours qui viennent importe peu. L'essentiel demeure le contenu de cette déclaration", a déclaré Mgr Patrick Aris, lors d'une interview accordé à Haïti Press Network.

D'après l'Eglise catholique, la "synthèse" des différentes propositions de sortie de crise devrait pouvoir effectivement aider à trouver une solution.

Se disant très inquiète face à la situation politique qui tend à se détériorer, la conférence épiscopale réfléchit actuellement sur la possibilité d'intervenir une nouvelle fois.

"Nous avons déjà rencontré des membres de la société civile qui ont plaidé en faveur d'une médiation plus élargie", a révélé Mgr Aris, mentionnant que le CEM n'a pas encore tranché sur la question d'inviter ou pas d'autres secteurs à rejoindre l'équipe médiatrice.

Réagissant, par ailleurs, sur la position commune des sénateurs qui ont dit "NON" au dysfonctionnement du Parlement en 2015, le porte-parole de la commission épiscopale de médiation ne partage pas non plus cette idée de dissolution.

"Le manque d'une institution démocratique telle que le Parlement à l'intérieur du paysage politique nuirait directement à la gestion de la chose publique", a expliqué Monseigneur Patrick Aris avant d'ajouter que le Sénat n'avait pas besoin de monter au créneau pour revendiquer son existence.

Face à la complexité de la situation sociopolitique, l'Église catholique croit qu'une nouvelle ronde de dialogue ou de négociation entre les protagonistes s'avère plus que jamais nécessaire.

GA/HPN